

Le Luxembourg veut réduire sa dépendance vis-à-vis de la finance Le Grand-Duché réinvente son économie et mise sur huit créneaux précis

Jean-Yves Huwart

17 April 2008

Trends/Tendances

(c) TRENDS/TENDANCES 2008.

Jean-Yves Huwart

L'économie grand-ducale dépend du secteur financier : il produit 30 % de la richesse nationale chaque année. Les autorités luxembourgeoises veulent réduire cette dépendance : elles agissent dans des secteurs comme l'e-commerce, la logistique, l'automobile. Depuis 2004, le Grand-Duché dispose également de son université. Une première...

Multi-spécialisation Plateforme e-commerce La petite taille facilite le clustering Il manquait une université...

Depuis 1985, la croissance annuelle de l'économie luxembourgeoise dépasse 5 %. Le pays compte plus de 100 nationalités actives dans des professions à très haute valeur ajoutée, attire les plus grands noms de l'e-commerce mondial, bénéficie d'une politique fiscale optimisée... En outre, le Grand-Duché se positionne en porte d'entrée européenne pour les grandes entreprises américaines. On pourrait se croire en Irlande mais on est à deux heures de route de Bruxelles

Avec l'Eire, le Luxembourg est, aujourd'hui, et de loin, l'économie la plus vigoureuse de l'Union européenne (voir graphique «Croissance de l'économie et de l'emploi, 1985-2004»). Grâce à sa place financière, bien sûr, dont l'activité a encore progressé de 8 % en 2007. Mais pas uniquement grâce à elle. «Le secteur financier représente 30 % de la richesse nationale produite chaque année, constate Georges Schmit, secrétaire général du ministère luxembourgeois de l'Économie. Nous produisons 70 % de notre richesse grâce à d'autres activités.»

Les autorités luxembourgeoises tentent depuis longtemps de réduire la dépendance de l'économie nationale à l'égard de la place financière. Cette préoccupation remonte au début de l'érosion de la sidérurgie luxembourgeoise, il y a 40 ans. Certes, le siège d'ArcelorMittal, le premier aciériste mondial, est toujours situé dans le berceau de l'ex-Arbed. Mais la sidérurgie pèse désormais moins de 1,5 % du PIB grand-ducal.

«Notre politique de diversification partait un peu tous azimuts, explique Georges Schmit. Pendant 20 ans, nous avons misé sur des zones d'accueil et sur des aides financières pour attirer les entreprises. Grâce à cela, nous avons créé 20.000 emplois dans le secteur industriel. Nous avons, en outre, reconverti certains sites d'industrie lourde.» Mais cette stratégie a atteint ses limites. «L'économie grand-ducale est experte pour s'adapter aux vagues conjoncturelles et réglementaires, poursuit Georges Schmit. Nous sommes un bouchon sur la mer. Nous voulons dorénavant être maîtres de notre croissance !»

Aujourd'hui, les activités se relocalisent selon les nécessités. Pour le gouvernement luxembourgeois, le temps d'agir était venu. Le temps de repenser la stratégie de diversification.

Après la diversification, place donc à la «multi-spécialisation» de l'économie luxembourgeoise. «L'optique est toujours de proposer le Luxembourg comme une plateforme à partir de laquelle les entreprises peuvent intégrer l'environnement européen, indique Georges Schmit. Nous nous concentrons sur certains secteurs définis.»

de consensus entre les différents opérateurs. La place occupe 40.000 personnes. Ce nombre est gigantesque à l'échelle du Luxembourg. Mais, dans l'absolu, on reste à taille humaine. A l'échelon des dirigeants, on rencontre toujours les 200 mêmes personnes. Il n'y a pas une information stratégique qui ne parvienne aux oreilles des responsables publics au bout du troisième cocktail...» Cette communication souple entre les opérateurs a permis à la place financière de résister aux secousses successives, comme l'introduction de la directive européenne sur l'épargne. La place financière grand-ducale a non seulement résisté. Elle a continué à croître (voir encadré en p.44).

Cette capacité de mobilisation luxembourgeoise facilite la multi-spécialisation dans les secteurs non financiers. «Le grand-duché maîtrise incontestablement l'esprit du clustering», confirme Didier Monget,

directeur général belge de PricewaterhouseCoopersLuxembourg.

Exemple : le cluster automobile, qui se développe depuis quelques années. «On compte dans le pays quelques spécialistes de l'équipement, comme IEE, qui fabrique des capteurs pour airbag, poursuit Didier Monget. Mais aussi des entreprises actives dans le formatage de portières, la fabrication de pare-brises, etc.» Citons aussi l'équipementier Delphi, qui a logé à Luxembourg son quartier général pour les outils de gestion de moteurs. Soit 700 personnes, dont une partie de chercheurs. L'automobile figure aujourd'hui dans la liste des secteurs prioritaire pour le Grand-Duché.

Le secteur de la logistique en est un autre. Même si, «comparé à d'autres, le cluster logistique est à un stade de maturité pour l'instant moins élevé», note Didier Monget. L'aéroport de Luxembourg n'occupe pas moins la cinquième place européenne en matière de fret aérien. Là aussi, ce serait le fruit d'une action collective : «Nous n'hésitons pas à valoriser notre drapeau, souligne Georges Schmit. Nous négocions directement les accords aériens avec les pays non européens. Cela profite notamment à Cargolux.» Ces accords bilatéraux ont notamment permis à ce dernier d'ouvrir des liaisons privilégiées sur l'Afrique et le pourtour de la mer Caspienne. Cargolux draine deux tiers du tonnage total transitant par l'aéroport grand-ducal. «Entre 2000 et 2006, nous avons enregistré une croissance annuelle de 6 %», indique Patrick Jeanne, au département communication de Cargolux.

Au total, une dizaine de compagnies aériennes opèrent à partir de l'aéroport. La présence de consolidateurs de transport, comme l'allemand Kuhne&Nagel, assure le remplissage des soutes.

Il manquait quelque chose, cependant, dans la stratégie de réinvention économique du Luxembourg. Historiquement, le grand-duché a toujours encouragé la formation de ses étudiants à l'étranger. Les jeunes Luxembourgeois décrochaient leurs diplômes à Louvain, Brême, Londres, etc. Mais à l'heure où les entreprises sont mobiles, comment ancrer les savoir-faire sur place ? Que ce soit dans la finance, la logistique ou l'e-commerce, le Luxembourg n'est pas à l'abri de la concurrence internationale. Que faire demain s'il prend à Dubaï l'envie de devenir le centre mondial de distribution de fonds de placement ?

En 2004, au bout d'un long débat, les autorités ont ainsi posé la première pierre de l'université de Luxembourg. «Pour maîtriser notre croissance, nous devons aussi maîtriser le développement de la connaissance», insiste Georges Schmit.

Avec 4.100 étudiants, l'université est encore petite. Pour l'heure, elle se spécialise donc, dans le droit, la finance, mais aussi l'ingénierie ou la biologie. Le mot d'ordre : internationalisation. «Un étudiant sur deux chez nous n'est pas de nationalité luxembourgeoise, commente Rolf Tarrach, recteur de la jeune université grand-ducale. Nos professeurs aussi viennent de l'étranger. Nous pouvons puiser dans le réservoir que constitue la très grande population d'experts, dans les institutions financières ou européennes par exemple, installés au Luxembourg.»

Comme ailleurs, les opérateurs économiques luxembourgeois sont étroitement impliqués dans le fonctionnement de l'université. De grandes entreprises financent des thèses. L'industrie est associée aux travaux de recherche. L'université est aussi le moyen pour le Luxembourg d'attirer en amont les

Comme un air de déjà entendu ? Sans doute. Cette volonté de focaliser l'attention sur un nombre restreint d'activités à haute valeur ajoutée pour garantir un seuil de compétitivité maximal dans celles-ci a contaminé nombre de régions en Europe. Elle a ainsi prélué à la création des pôles wallons de compétitivité.

De son côté, le grand-duché de Luxembourg a sélectionné huit créneaux. Certains constituent un véritable label grand-ducal. La communication et les médias sont dans ce cas. Le Grand-Duché n'a-t-il pas vu naître le groupe RTL et l'opérateur de satellite SES/Astra ?

Dans d'autres secteurs prioritaires, par contre, le Luxembourg doit faire ses preuves. Les autorités locales affichent ainsi des ambitions étonnantes en matière de biotechnologies. La biotech luxembourgeoise est embryonnaire.

Dans l'e-commerce, les autorités grand-ducales ont également placé la barre haut. Le Luxembourg s'y est toutefois déjà taillé une visibilité.

En mars 2007, eBay a installé son quartier général européen à Luxembourg. Dans la valise du spécialiste des enchères en ligne, deux filiales : Skype (le célèbre site de téléphonie sur l'Internet) et PayPal (système de paiement sur le Web). Le groupe eBay a trouvé au Grand-Duché de vieilles connaissances du Web marchand : la librairie Amazon, n°1 de la vente de livres en ligne, a également choisi les berges de la Pétrusse pour loger son siège européen. Tout comme American Online (AOL) quel-ques années plus tôt. L'hypermarché en ligne japonais Rakuten (6,12 milliards d'euros de transactions l'année dernière) vient lui aussi de retenir Luxembourg comme base pour

démarrer ses futures activités en Europe. Rakuten a de grandes ambitions sur le Vieux Continent.

Pourquoi cet engouement des commerçants en ligne pour le Kirchberg ou les abords de l'Alzette ? Merci à la directive européenne sur les services : la règle du pays d'origine prévaut aujourd'hui pour les services digitaux. Au Luxembourg, le taux de TVA se situe à 15 %. Toute société de services sur l'Internet implantée dans le pays peut donc facturer ce taux pour toute prestation commandée au sein de l'Union européenne.

Chypre - et l'Espagne, dans une certaine mesure - bénéficie d'un régime TVA aussi attractif que le Luxembourg. D'autres facteurs entrent donc en ligne de compte dans le choix du Grand-Duché comme plate-forme e-commerce. «En termes de pénétration de l'e-commerce, le Royaume-Uni est aujourd'hui le pays le plus avancé en Europe, observe Dennis Van Allemeersch, responsable de PayPal pour le Benelux. Nous aurions pu nous implanter outre-Manche. Outre l'environnement fiscal attractif du Luxembourg, le fait que d'autres entreprises d'e-commerce y sont également installées a pesé dans notre décision. Il existe désormais sur place un pool de talents dans nos métiers. Autre atout du Luxembourg : il ne faut pas attendre des semaines pour obtenir un rendez-vous avec les autorités de régulation. La concentration des compétences en finance et en sécurité informatique, enfin, est encore un élément favorable au Luxembourg.»

A ce jour, l'e-commerce pur ne pèse pas encore très lourd au Luxembourg. Un demi-millier d'emplois, pour l'instant. «Mais l'expansion de ce secteur est exceptionnelle, souligne Georges Schmit. Et le fait d'accueillir tous ces grands noms internationaux propulse notre notoriété.»

Selon plusieurs interlocuteurs, les quelques succès déjà engrangés dans le domaine de l'e-commerce peuvent être attribués à un autre élément : la culture du clustering. Celle-ci prévaudrait naturellement dans le pays. Au Luxembourg, les acteurs se mobilisent facilement et instantanément. L'étroitesse du territoire limite, il est vrai, les intermédiaires. Elle stimule la réactivité.

La place financière en sait quelque chose. «Nous bénéficions d'une grande solidarité entre tous les acteurs et d'une capacité à se mobiliser pour faire évoluer la place, se félicite Jean-Jacques Rommes, directeur général de l'Association luxembourgeoise des banques (ABBL). Il y a ici une grande facilité futurs spécialistes qui feront tourner le rugissant moteur économique grand-ducal. «Les frais d'inscription s'élèvent chez nous à 100 euros par an, indique Rolf Tarrach. Pour les nationaux comme pour les étrangers.» Pour les non-Européens, une limite toutefois : celle des quotas de visas.

«Aujourd'hui, l'université contribue à créer un climat tourné vers l'innovation, poursuit Rolf Tarrach. Nous ne sommes peut-être pas la clé de voûte du nouveau dispositif économique du gouvernement mais nous jouons désormais un rôle important...» L'université de Luxembourg participe à la transformation de l'économie grand-ducale en économie traditionnelle. Avec la volonté de rester un tigre économique à l'irlandaise...

TE0816-0421 intern

Une stratégie industrielle pour devenir n°1 des fonds

17 April 2008

Trends/Tendances

(c) TRENDS/TENDANCES 2008.

Le Luxembourg ne vit plus aujourd'hui du pèlerinage bisannuel des particuliers belges, français ou allemands, et de leurs coupons. Mais la place financière n'est pas oubliée. Au contraire. Entre 2005 et 2006, l'emploi y a encore progressé, de 16 %. «La place financière s'est dotée d'une véritable stratégie de développement industriel», confirme Jean-Jacques Rommes, directeur général de l'Association luxembourgeoise des banques.

Le Luxembourg a poussé la pédale d'accélérateur dans le domaine de la création des fonds de placement. En 1997, le volume des actifs financiers gérés au Luxembourg s'élevait à 392 milliards d'euros. Dix ans plus tard, ce chiffre a plus que quintuplé, à 2.060 milliards d'euros.

Comment ? En se spécialisant et en s'ouvrant davantage sur l'international, soit la recette appliquée aux secteurs non bancaires luxembourgeois. Les acteurs de la place et les autorités se sont coordonnés pour définir rapidement le statut le plus attractif pour les émetteurs de fonds. Ils ont innové, en créant de nouveaux véhicules, comme les SIF (dédiés au capital-risque).

La place luxembourgeoise s'est par ailleurs globalisée. «Il y a cinq ans, les fonds luxembourgeois étaient très peu distribués en dehors de l'Europe, pointe Charles Muller, directeur général adjoint de l'Association luxembourgeoise des fonds d'investissement. Aujourd'hui, un quart des fonds luxembourgeois sont vendus hors d'Europe. Cinquante pour cent des fonds distribués à Hong-Kong sont des fonds luxembourgeois.»